

La production industrielle totale de l'Europe occidentale était en 1949 de 13 % supérieure à celle de 1948, de 25 % supérieure en 1950, de 35 % en 1951.

La productivité a fait d'autre part de notables progrès pendant ces quatre ans, et plusieurs industries européennes ont pu grâce au Plan Marshall renouveler, compléter et moderniser leur équipement.

Quant à la stabilisation et la stabilité financières et à la lutte contre l'inflation, tous les progrès très modérés réalisés dans ce sens particulièrement entre 1949 et la première moitié de 1950, furent complètement anéantis avec le conflit coréen et la nouvelle conjoncture de l'économie d'armements et la préparation accélérée de la guerre.

« L'âge de l'inflation », dans lequel vit en permanence depuis la dernière guerre en particulier le monde capitaliste, est loin d'être clos.

Au contraire, la poussée inflationniste est de nouveau plus forte que jamais, faisant craquer de tous côtés le fragile édifice de l'économie européenne.

En ce qui concerne la coopération économique inter-européenne et la création d'un marché unique, les « progrès » n'ont jamais dépassé jusqu'ici le stade des « plans » genre « Plan Schuman » et des recommandations hardies du genre de celles contenues dans le « Code de Libération », publié par l'O.E.C.E. en 1951.

Quant à l'application pratique effective des uns et des autres, ceci est une autre histoire.

Le « Plan Schuman », en se proposant de créer un « marché européen uni » de charbon et de l'acier, répondait à une nécessité d'entente entre les magnats de la sidérurgie lorraine et les magnats de l'industrie du charbon de la Ruhr en vue de faire face à la menace d'une crise, et ensuite pour mieux exploiter les perspectives ouvertes par l'économie des armements. Celle-ci, avec l'aide des Américains, amènera fatalement la transformation du combinat Lorraine-Ruhr en l'arsenal de guerre de l'Europe occidentale.

Il reste cependant encore d'importants problèmes à résoudre relativement à l'organisation et à l'administration concrètes du Plan avant que ce dernier ne devienne une réalité.

Les rapports antagonistes entre les différentes puissances européennes et entre chacune d'elles et les U.S.A., se reflètent, comme partout ailleurs, aussi à l'intérieur du « Plan Schuman », compliquant et retardant son application.

Quant à un « marché européen » financier et commercial, plus large, garantissant la libre circulation des marchandises, voici où on en est :

En 1951, à la suite du « Code de Libération » de l'O.E.C.E., 75 % du commerce privé de plusieurs pays n'était plus soumis théoriquement aux restrictions d'exportation et d'importation, et une liste commune de marchandises qui pouvaient circuler ainsi librement d'un pays à l'autre, était adoptée. Mais aussi longtemps que les gouvernements détiennent

le contrôle sur les importations les plus importantes et les plus intéressantes pour le commerce inter-européen et maintiennent les tarifs douaniers, la libération quantitative du commerce inter-européen privé, est une piètre consolation.

Du reste, même cette libération limitée et timorée du commerce n'a pu se maintenir que quelques mois à peine. En effet, la nouvelle crise financière dans laquelle sont entrées depuis la fin 1951, tout d'abord l'Angleterre, ensuite la France, a obligé ces deux pays à adopter des mesures draconiennes en ce qui concerne les importations et, du même coup, a grandement paralysé de nouveau tout le commerce inter-européen déjà si restreint.

L'état de l'Union Européenne des paiements (E.P.U.) est un autre exemple de la désarticulation de l'Europe capitaliste et de son incapacité organique — par la nature de son système social et les conditions concrètes dans lesquelles ce système est obligé d'opérer actuellement — de s'unir et de se créer une structure économique unique. Cet organisme a évolué dès son origine vers un déséquilibre permanent et s'aggravant sans cesse : la plupart des pays, l'Angleterre et la France en tête, sont devenus « exagérément débiteurs », la Belgique seule, par contre, restant « exagérément créditrice » (4).

Cette situation risque maintenant d'amener une paralysie de l'Union Européenne de paiements qui « serait le recours au bilatéralisme, c'est-à-dire, à un recul de 40 %, dans l'activité économique de l'Europe » (5).

Reste enfin à examiner ce que fut pendant cette période l'évolution du déficit en dollars du commerce total de l'Europe occidentale.

Malgré l'augmentation sensible des exportations en direction des U.S.A. et du Canada qui ont passé de 1,3 milliard de dollars en 1948 à 2,4 milliards en 1951, le déficit de 5,3 milliards de dollars en 1948, est passé à 3,8 milliards en 1951 (6).

L'importance de ce déficit, toujours énorme, ressort encore mieux si on tient compte du fait que les exportations européennes vers le continent nord-américain ont bénéficié en 1950 et 1951 d'une conjoncture exceptionnelle provoquée par le stockage massif aux U.S.A. d'une série de matières premières et de produits nécessaires au colossal programme d'armements entrepris par ce pays.

Peut-on en dire autant pour les importations européennes en provenance des U.S.A. ?

Celles-ci, dans les conditions actuelles, restent strictement nécessaires à une marche tant soit peu normale de l'économie européenne, et c'est plutôt leur caractère limité, faute de moyens de paiements, qui entrave l'essor de cette

(4) Déclaration de Van Zeeland. *Le Monde*, 12-3-52.

(5) Ibid.

(6) Soit de 1 milliard de dollars supérieur aux prévisions du rapport des Seize pour 1951.